

2000 Oct - Dec n° 1214 - 1221 - 1223 - 1225 +  
SUPPL au n° 1214

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
28 septembre au 4 octobre 2000

# le monde libertaire



10 FF  
1,52 €

## Des milliards de profits: patrons et pouvoir complices Préparons l'alternative libertaire

**E**N PRÉSENTANT LES résultats de son groupe, Thierry Desmarest de Totalfina, le PDG, a su se la jouer modeste. Pourtant, quand une entreprise annonce un bénéfice en augmentation de 177%, et qui atteindra certainement les 50 milliards de francs à la fin de l'année, le ton est généralement plus triomphal... Mais là, on était en plein conflit des routiers, et la hausse des carburants passe très mal dans l'opinion, surtout auprès de tous ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller bosser contre un salaire de misère...

### Des milliards comme s'il en pleuvait!

Alcatel 3,6 milliards (+171%), BNP-Paribas 17 milliards (+60%), FranceTelecom 25 milliards (+125%), et tout le CAC40 est du même tonneau, un cru millésimé du point de vue du profiteur, cela va sans dire. Jamais les actionnaires n'ont autant engrangé, alors que le salarié de base doit se contenter le plus souvent d'un SMIC à peine amélioré.

Par contre, les patrons ne se moquent pas d'eux-mêmes. Dans le genre bien se soigner, ils savent aussi faire fort: par exemple, les stocks-options. C'est le loto des dirigeants d'entreprise, facile, pas cher et qui rapporte (très) gros. À un prix (préférentiel) et à une date convenue, ils ont le droit d'acheter des actions. Si au délai prévu, l'action cote plus cher, le bénéficiaire paie ses titres, et le plus souvent les revend dans la foulée, encaissant la plus-value (avec un régime fiscal soft). Si le cours n'est pas favorable, il peut attendre des jours meilleurs, sans craindre aucune perte. Ainsi, 34500 salariés des sociétés du CAC40 en bénéficient, soit 1% des effectifs totaux, et là-dessus, pour faire bonne mesure, certains sont bien mieux servis que d'autres. Le niveau moyen des espoirs de gain pour les cadres dirigeants s'élève à 2,36 millions de francs, encore n'est-ce qu'une moyenne... par exemple, les 11 plus hauts cadres de TFI se partagent 1,28 milliards de francs, soit 116 millions chacun! Le beurre et l'argent du beurre, le capitalisme l'a ré-

lisé, manque plus que le sourire de la crémière (les salarié-e-s), mais faudrait peut-être pas trop leur en demander, on ne peut pas tout avoir, n'est-ce pas?

### Gouvernement complice

Pendant ce temps, la gauche plurielle au pouvoir continue d'exercer dans ce qu'elle excelle: le rideau de fumée. Quelques baisses d'impôts et de taxes pour faire mine de soutenir la consommation populaire, un refus (très mesuré) du PARE, mais pour le reste

ne vont pas en ce sens... Ah, l'association du Capital et du Travail, tous actionnaires, tous boursicoteurs, l'œil rivé sur le CAC40! Une action pour le salarié, 100 000 pour le patron, mais voyons mon cher, nous avons les mêmes intérêts, ne sommes-nous pas copropriétaires de notre entreprise? À gerber!

### Une gauche alternative?

Il est évident que toute une frange de jeunes, de salariés, de militants syndicaux, associatifs ou culturels, ne se

transnationales: avec la taxe Tobin, c'est sûr que le grand capital tremble! Et on nous ressort le pouvoir de l'État-Nation contre le capital apatride, que les lois votées par les représentants (les vrais) du peuple protégeront les travailleurs, que les parlements démocratiques seront un rempart contre la marchandisation du monde. Quand on sait que le Parlement (démocratique) européen veut aller encore plus loin dans la libéralisation, la mise en concurrence et la privatisation des chemins de fer,

encore perdu. Faire resurgir des perspectives de changement radical, c'est toujours possible, à condition d'être dans les luttes, de les développer, de les soutenir, de les impulser, tout en défendant à chaque fois les principes de l'auto-organisation des travailleurs et la nécessaire autonomie du mouvement social. C'est à quoi s'emploient les militants anarchistes, dans leurs syndicats ou ailleurs, faire en sorte que les idées libertaires prennent une réalité et s'inscrivent dans le paysage social.

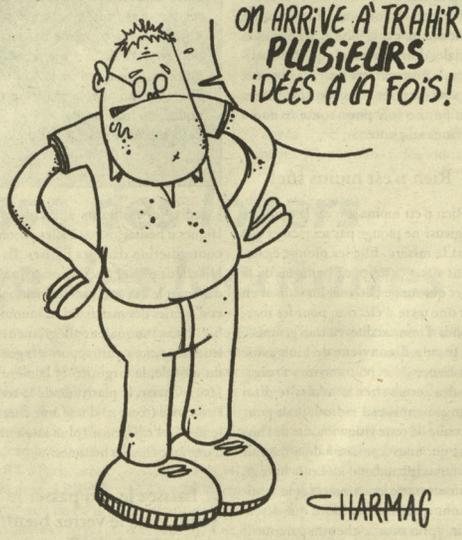
On le voit, il n'y a pas d'autre alternative possible, toutes les autres voies ont échoué, que ce soit le marxisme-léninisme ou la social-démocratie. Si nous voulons vraiment reprendre notre dû et tout ce qui nous a été volé, il n'y a pas d'autre solution que la révolution sociale et libertaire.

Eric Gava. - groupe de Rouen

### La voie libertaire

Devant cet état de fait, on se sent toujours un peu démuné et découragé, même si on peut et on sait le dénoncer. Pourtant, des luttes comme en hiver 95 ou plus récentes montrent que rien n'est

### LA GAUCHE ENFIN PLURIELLE



c'est toujours la même politique libérale qui est appliquée. Il n'y a, pas plus qu'hier, rien de bon à attendre des « mesures de gauche ». En serviteurs zélés du capitalisme, et au nom des réalités économiques et des sacro-saints grands équilibres, (comprendre préserver la rentabilité du capital), il ne faut pas espérer que nos gouvernements cherchent à inverser la tendance actuelle: la part des revenus du travail diminue au profit de la part des revenus financiers dans le PNB. Bien au contraire, et les dernières initiatives sur l'épargne salariale, ènième version de la participation,

reconnaît plus dans une telle politique. Et a envie de faire quelque chose, de bouger, de ne plus subir. Et comme l'antiracisme ou l'antifascisme plan-plan ne font plus recette, on a inventé la lutte contre la mondialisation, dans laquelle se sont engouffrés, outre plein de gens sincères, des politiciards gauchistes sur le retour espérant se refaire une santé et remplumer leurs organisations moribondes. Ainsi, il ne faudrait plus lutter contre le capitalisme et l'exploitation, ça c'est du purisme, non, il faut être constructif, par exemple imposer, un tout petit peu, la spécula-

## EDITORIAL

Avec l'« affaire Méry », la presse vient de nous faire une grande révélation: les partis politiques sont financés par des pots de vin, versés par des entreprises qui font partie des plus riches, moyennant l'attribution de marchés publics qui comptent parmi les plus juteux. Là où il est affaire de gros sous, mieux vaut négocier avec ceux qui ont les poches pleines!

Et en effet, les entreprises citées dans cette affaire de financement occulte nous sont aujourd'hui encore bien familières: ce sont celles précisément qui affichent des bénéfices records, atteignant en six mois ceux de l'année 1999 entière.

On comprend facilement alors pourquoi la prospérité des entreprises fait le bonheur des politiques, et vice-versa. L'autre analyse que ce scandale confirme, c'est que sur ce terrain du fric et du financement crapuleux, les différences politiques sont facilement reléguées au second plan. Lorsqu'il s'agit de magouiller, de prospérer et d'avoir les moyens de faire sa pub dans la course au pouvoir, les couleurs politiques, qu'elles soient rouge, rose ou arc-en-ciel s'effacent pour laisser place à la couleur unique, celle de l'or. Les réactions, fausses et timides, de Chirac mais aussi des représentants du PS et du PC ne peuvent que nous confirmer que c'est le mépris et l'entraide qui domine les relations entre groupes politiques.

Tout cela prouve, s'il le fallait encore, que nous ne vivons décidément pas la même réalité que ceux qui nous dirigent. Lorsque vous vous demandez comment vous allez vous débrouiller avec 500 F pour terminer le mois, eux se demandent comment ils vont, pour cette fois, se partager 10 millions de francs à trois partis politiques. Assurément, dans la vie, il y a des dilemmes plus délicats que d'autres!

Dans ce contexte, le peu d'intérêt des Français pour le référendum sur le quinquennat se comprend aisément. Loin de toucher à ce qui fait le quotidien du plus grand nombre, ce référendum n'est qu'un illusoire appel à une plus grande participation des petites gens dans la vie politique. Les vrais enjeux sont bien évidemment ailleurs et les 70% d'abstention représentent autant de gens qui ont compris cela.

De plus en plus clairement, l'actualité politique nous montre que nous pourrions avoir nous aussi notre part du méga-gâteau des richesses. Encore faut-il aller la chercher, là où elle est et avec une détermination à la mesure des moyens mis pour nous écarter de ce grand festin!

ISSN 0026-9433 - N° 1214

M 2137 - 1214 - 10,00 F



FOP 2520

# A propos des Églises et des croyances religieuses Du devoir d'intolérance

**C'**EST UN FAIT, DEPUIS quelques décennies maintenant, le phénomène religieux, après avoir mis un genou en terre sous les coups de boutoirs du progrès technique et scientifique, de l'urbanisation, de l'instruction de masse, de la communication, de la mondialisation, de la société de consommation, du foer, du porno du samedi soir... est en train de reprendre sérieusement du poil de la bête.

sés d'un nouvel ordre moral aboutissant à la réécriture des manuels scolaires; cascades de procès visant à censurer et à amener à s'autocensurer tout propos écrit, oral, artistique... qualifié de sacrilège ou de blasphématoire; union « sacrée » de tous ces peines à jurer dès lors qu'il s'agit de mettre en esclavage la moitié féminine de l'humanité, les exemples permettant d'illustrer cette remontée en puissance et en nuisance des intégrismes religieux et sectaires sont innombrables.

pouvoir politique, pouvaient croire aux apanages religieux. À des fadaïses du genre de celle de la création du monde en quelques jours via l'entremise d'un mystérieux créateur faisant mumuse avec de la terre et de l'eau. À des non sens comme la virginité de la mère de Jésus-Christ.

À des billevesées comme la platitude de la terre, l'existence de l'âme, la vie après la mort... Et on s'est dit qu'avec le temps, en améliorant les conditions matérielles de l'existence des êtres humains, en leur permettant, via une instruction de masse, de s'ouvrir à la culture et de prendre connaissance des progrès de la science, en leur offrant un cadre politique de liberté, d'égalité et de citoyenneté... on finirait par parvenir à scier la branche sur laquelle était assis l'obscurantisme religieux.

Disons le tout net, depuis les encyclopédistes, les révolutionnaires de 89, l'école publique laïque, gratuite et obligatoire, un certain chemin a été parcouru qui permet de penser que la chose religieuse a effectivement du mal à prospérer en dehors de la misère, de l'abrutissement et de la sujétion.

De ce point de vue, ce n'est nullement un hasard si les ayatollahs iraniens, les étudiants en théologie afghans et pakistanais, les barbus massacrés algériens... évoluent dans des pays sous-développés au niveau économique, politique et social et si l'engouement religieux et sectaire plonge, en occident, ses racines dans la misère qui se répand chaque jour un peu plus au rythme des inégalités sociales et dans le vide de sens d'une société de consommation réduisant l'individu à l'état d'estomac et de portefeuille.

Mais est ce pour autant à dire après avoir abattu le capitalisme, la révolution sociale, dont il est clair qu'elle éradiquera la misère et fera fleurir la liberté et l'égalité entre les êtres humains, tordra une bonne fois pour toute le cou à l'infamie religieuse.

## Rien n'est moins sûr!

Rien n'est moins sûr, car la croyance religieuse ne plonge pas ses racines que dans la misère. Elle les plonge également dans cette peur panique de la mort qui rongé l'éternel humain et en fait une terre d'élection pour les marchands d'immortalités en tous genres.

De cela il convient de bien avoir conscience. Non pour mettre au magasin des accessoires la nécessité d'un changement social radical, mais pour s'extraire de cette vision linéaire de l'histoire qui nous a amené à désertier plus ou moins le combat d'idée et la lutte au couteau contre les croyances et les institutions religieuses au motif que désormais, après tout le chemin parcouru, elles ne pourraient plus jamais constituer une menace mortelle pour l'intelligence et la liberté.

Si la croyance religieuse, les institutions religieuses et les militants de la chose religieuse ont actuellement le vent en poupe, c'est à l'évidence parce que notre type de société (capitaliste, productiviste et de consommation) génère aujourd'hui davantage de misères et de non sens qu'hier. Mais c'est également parce que nous faisons preuve d'une tolérance coupable et d'une passivité étonnante à l'encontre d'un discours tout de bondieuseries, de misères, de mensonges, de stupidités, d'actes et d'actions visant à imposer un rapport de force favorable aux croisés de l'ordre moral, et d'une stratégie de l'Église visant à censurer et à faire s'autocensurer tout propos écrit, oral, cinématographique, artistique, critiquant ou contestant la religion. Et c'est surtout parce qu'inconsciemment ou consciemment, sous couvert d'innocuité de la peste religieuse ou de respect de la croyance religieuse et des conditions de son exercice, nous cautionnons le statut dérogatoire au droit commun qui a toujours été, mais qui est de plus en plus celui de l'Église.

aux imbéciles de la foi religieuse dès lors qu'ils ne cherchent pas à imposer leur foi aux autres ne s'exercerait plus (comme aujourd'hui) à sens unique.

Enfin, si à chaque fois que la curaille fait un procès à un livre, une affiche, un film... au motif qu'ils sont blasphématoires ou sacrilège, nous lui faisons un procès au motif que ses églises, ses croix, ses livres, ses affiches, ses films... sont blasphématoires et sacrilège par rapport à l'athéisme et pire encore à l'intelligence, nul doute que, ça calmerait les ardeurs de certains.

Au bout du compte, mais on l'aura aisément compris, notre intolérance à l'encontre de la chose religieuse ne vise à rien d'autre qu'à imposer une conception de la tolérance basée sur une égalité de statut et de traitement social entre croyants et mécréants.

Que les croyants aient des croix dans leurs églises, pas de problème pourvu qu'il n'y en ait pas dans les écoles et les hôpitaux publics, dans les tribunaux... Qu'ils aient leurs écoles, pas de problème dès lors qu'ils respectent certaines règles et qu'ils ne

## Y'a quelque chose qui cloche là d'dans!

Avec leurs cloches qui sonnent pour un oui ou pour un non à toutes les heures du jour et de la nuit et leurs appels à la prière qui méprisent ostensiblement nos convictions athées, les obscurantistes religieux ne cessent d'insulter publiquement l'intelligence.

Et que dire de leurs calvaires, croix et monuments de toutes sortes qui fleurissent impunément ici ou là, sans permis de construire aucun, au su et au vue de tous et de toutes?

De deux choses l'une: ou bien notre république bourgeoise qui se targue de laïcité et d'égalité accorde à chacun le droit d'insulter ceux qui ne pensent pas comme lui, ou bien elle refuse cette possibilité à tous.

Parce que nous respectons le sommeil et les oreilles de la population nous préférons que les cloches et les imams se taisent et que les calvaires existants, à l'instar des drogues tabagiques et pinardières, comportent la mention obligatoire « nuit gravement à la santé mentale ».

Mais s'il le faut, nous sommes prêts à mettre l'égalité en actes et à installer des sonos devant tous les lieux de culte qui polluent l'espace sonore, pour informer la population de l'inexistence des dieux et des diables.

Que ceux et celles qu'une telle action intéresse nous contactent.

Groupe Michel Bakounine

c/o ADIL, BP 3, 17350 Port d'Envaux, tél: 05.46.90.94.15

Ayatollahs « sataniques » mettant des populations entières sous l'éteignoir et condamnant des écrivains à mort pour sacrilège; hordes de barbus piquant, taillant et hachant menu, tout ce qui, hommes, femmes et enfants, passe à portée de leur ddire; légions d'étudiants en théologie s'essayant à interdire la musique et le chant des oiseaux; commandos de blaïreaux faisant feu de tout bois contre le droit à l'avortement et la contraception; foules immenses électrifiées par l'allumée de la basilique Saint-Pierre; prolifération de sectes en tous genres; lobbying démoniaque des croi-

Mais, comment en est-on arrivé là? Et comment faire, si tant est que cela soit possible, pour se prémunir contre la vague obscurantiste qui est en train de déferler sur le monde?

## L'éternel humain et sa peur de la mort

Pendant longtemps on a pensé que seules des populations abruties de la misère matérielle, soigneusement cantonnées dans l'enclos de l'analphabétisme et soumises au totalitarisme terroriste d'institutions religieuses exerçant le

## Comment se faire débaptiser?

Ne laissez pas les autorités religieuses vous compter parmi les leurs. Si vous avez été victime d'un baptême non désiré nous vous invitons à vous faire débaptiser.

Concrètement, vos dates et lieux de baptême figurent sur votre certificat de baptême, ainsi que sur le livret de mariage de vos parents. La demande, datée, doit être adressée au responsable de la paroisse (pasteur, curé...) dans laquelle vous avez été baptisé-e, ainsi qu'à l'évêché (pour les catholiques) dont dépend cette paroisse, par lettre recommandée avec accusé de réception. Vous pouvez joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.

Si les curetons refusent d'accéder à votre demande et de porter sur le registre des baptêmes, en regard de vos noms et prénoms, la mention « A renié son baptême par lettre recommandée avec accusé de réception en date du... » menacez les par lettre recommandée avec accusé de réception de saisir la CNIL (Commission nationale informatique et libertés) qui est l'organisme chargé de réguler les fichiers informatiques, ou manuscrits.

Et ils s'exécuteront avant d'y être contraint.

groupe Michel Bakounine

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration: 145, rue Amélot  
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08  
Fax: 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° .....(inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:  
145, rue Amélot, 75011 Paris  
Directeur de publication: J. Toublet  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie: Groupe de presse MEAULLE  
(Bernay).  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

## Laissez le coq passer le seuil, vous le verrez bientôt sur le buffet

Assurément, nous n'aurions non seulement rien à perdre mais tout à gagner en renouant avec la tradition.

Dans le même ordre d'idée si à chaque action de commando des fous de dieu visant à empêcher des femmes d'avorter avait lieu, en réponse, une occupation d'église ou l'empêchement d'un baptême, si des journées mondiales de la mécréance faisaient écho aux journées mondiales de la jeunesse, nul doute que le respect que l'on doit

demandent pas à la collectivité de les financer.

Que l'école publique s'ouvre à des aumônières, pas de problème dès lors que les cours de catéchisme dans les églises donneront régulièrement la parole aux athées.

Que les églises fassent sonner leurs cloches pour un oui ou pour un nom, que les imams appellent à la prière... pas de problème pourvu que nous puissions nous aussi faire du bruit et informer nos concitoyens de l'inexistence de dieu et de la malaisance des églises.

Que les chrétiens puissent baptiser leurs enfants, pas de problème dès lors que les registres de baptême s'ouvrirent aux demandes de débaptisation.

Qu'ils puissent planter des croix un peu partout, pas de problème dès lors que nous pourrions ériger des monuments à la gloire de la raison. Que...

C'est incroyable que les croyants qui ne cessent de parler de respect et que les républicains bourgeois qui ont toujours l'égalité des droits à la bouche n'aient jamais pensé que le respect et l'égalité ca ne comportait pas plusieurs vitesses!

groupe Michel Bakounine

# Nucléaire, un nouveau souffle écologique

**L'**AUGMENTATION DU PRIX DU pétrole fait au moins deux types d'heureux : les promoteurs des énergies renouvelables et le lobby nucléaire. Et c'est de fait un étrange tango d'amour-haine que nous dansons depuis plusieurs années les écologistes « responsables » et les nucléocrates.

Si le développement des énergies renouvelables est hautement souhaitable (mais pas n'importe comment, voir les contestations sociales sur certains projets de complexes éoliens en Espagne ou sur le Larzac)

il est mensonger de le présenter comme une alternative à courte ou moyenne échéance (20 à 30 ans) aux énergies d'origines fossiles ou nucléaires, c'est pourquoi les écologistes de gouvernement se gardent bien de construire un quelconque rapport de force sur les questions énergétiques, rapport de force qui mettrait en cause leur participation à ces mêmes gouvernements (1). Un coup de gueule par ci par là et puis on oublie tout. Sur le nucléaire en particulier : Mme Voynet signe tous les décrets qu'il faut pour assurer la pérennité de l'atome « civil » en

France (le militaire on en parle même pas, c'est une question russe comme Tchernobyl était un accident « soviétique »), M. Trittin promet la meilleure des fins au nucléaire allemand en repoussant la sortie effective du nucléaire au terme « naturel » de la durée de vie des centrales (32 ans), ce qui donne 2021 comme date butoir (avec l'assurance de ne pas durcir les normes de sécurité entre temps afin de laisser les patrons de l'électronucléaire faire leur beurre tranquille) et comme d'ici 2021 il se pourrait bien que le gouvernement change... Les écologistes de gouvernement creusent comme des taupes nous disent leurs thuriféraires mais à ce train là c'est l'écologie politique qu'ils enterrent !

## L'industrie nucléaire mise sur l'écologie

D'autant plus que l'industrie nucléaire, en pleine panade, mise son va-tout sur le temps et... l'écologie. Il n'y a pas plus écologiste que le nucléaire, nous affirmerait la bouche en cœur les Framatome, EDF et autres COGEMA, puisque toute la question écologique en matière d'énergie semble se résumer à l'effet de serre.

Il est vrai qu'il faut à tout prix faire oublier la berezina atomique des années 90, l'extinction du marché des centrales, et sauver la mise, c'est-à-dire les moyens de rebondir (et de se payer grassement pendant les années de vache maigre). On joue donc sur le temps, les déclarations des politiques se multiplient sur le thème : « au prix du baril, gardons l'option du nucléaire ouverte », comme si le prix du nucléaire n'était pas, aux yeux des décideurs capitalistes, la raison même de sa déconfiture (le prix du pétrole actuel est, à monnaie constante, équivalent à celui de l'après choc pétrolier de la fin des années 70, période où les industriels

des États-Unis, calelottes en main, arrêtent la construction de toute nouvelle centrale nucléaire, tandis que la France, patrie des technocrates d'État et du Concorde, fonce dans le mur).

L'alibi du pétrole et de l'écologie est pitoyable, l'augmentation de la consommation de pétrole et de la production de gaz à effet de serre est pratiquement le fait des transports mais bon, il faut garder la main à tout prix, c'est le cas de le dire.

## L'impasse technocratique

Garder la main, c'est bien le problème du lobby nucléaire car le plus puissant ennemi du nucléaire c'est bien le nucléaire lui-même et, en conséquence, les mouvements sociaux qu'il suscite. Ainsi cet été le gouvernement français a du rapatrier d'urgence sur Paris ses professionnels de la désinformation, la « Mission Granite », tant leurs déplacements en province mettaient le feu aux campagnes. Faire passer la pilule de l'urgence sur Paris ses professionnels de la désinformation, la « Mission Granite », tant leurs déplacements en province mettaient le feu aux campagnes. Faire passer la pilule de l'urgence sur Paris ses professionnels de la désinformation, la « Mission Granite », tant leurs déplacements en province mettaient le feu aux campagnes. Faire passer la pilule de l'urgence sur Paris ses professionnels de la désinformation, la « Mission Granite », tant leurs déplacements en province mettaient le feu aux campagnes.

Quant au retraitement et autre recyclage du combustible irradié, cette farce au goût d'écologie (le nucléaire recycle donc il est propre !) tombe le masque avec les difficultés de la BNFL (équivalent anglais de la COGEMA et deuxième industrie du retraitement après la française) au bord de la faillite ; la COGEMA, de son côté, prépare discrètement son propre recyclage en Monsieur

Propre occupé du seul démantèlement des centrales.

On l'a vu l'hiver dernier avec la tempête (« le nucléaire et la bougie »), le nucléaire ne garantit rien si ce n'est la possibilité d'un accident majeur (on l'a frôlé dans le Blayais) en France ou ailleurs et avec lui son cortège de malheurs et d'horreurs. Le nucléaire est cette impasse technocratique issue de l'industrie de mort militaire, qui s'assoit sur toute règle démocratique et échappe, de par sa complexité même qui dépasse ses concepteurs, à tout espoir de contrôle quelconque, a fortiori à tout espoir d'autogestion de nos conditions de vie.

Il faut sortir du nucléaire le plus rapidement possible, pour cela il est vital de décrypter la « communication » du lobby, travailler sur le terrain (seule la mobilisation sociale peut accélérer la fin du nucléaire), refuser de laisser du temps à l'industrie et aux gouvernements (2).

Le nucléaire est à terre, il bouge encore, soyons pour une fois cruels, achevons-le !

Luc Bonet

(1) Les Verts ont fait capoter une manifestation nationale en novembre 1999 et ont eu le culot de revendiquer comme leur victoire le fait que les décisions sur le renouvellement du parc nucléaire français (pertinence de lancer le programme EPR) soient remises à plus tard.

(2) C'est là le sens de l'élaboration en juin 2000 de la « Charte pour l'arrêt immédiat du nucléaire » (voir ML supplément de cet été) par un certain nombre de collectifs anti-nucléaires, renseignements auprès du CLAP, c/o Le Dietrich, 20 rue Blaise Pascal, 86000 Poitiers.



## Hausse des loyers et flicage des locataires

**S**I LES LOCATAIRES QUI ONT UN BAIL EN COURS NE peuvent pas subir de hausses de loyer supérieures à l'indice du coût de la construction (1,1 % en 1999), il en va autrement pour les nouveaux locataires. Ceux-ci ont à faire face à une flambée des loyers, la « liberté des prix » pour les appartements remis en location étant une réalité. Selon des chiffres parus mi-septembre, la culbute a été de 3,6 % au premier semestre (5,8 % à Paris, près de 15 % en trois ans), après les 5,6 % de 1999 et les 3,8 % de 1998... Comme si cela ne suffisait pas, les bailleurs de Paris (imités ailleurs de plus en plus, y compris par des organismes HLM) ne se gênent pas pour imposer un parcours du combattant et une véritable mise à nue aux très nombreux candidats, au prétexte que « la loi est trop protectrice pour les locataires » : salaire quatre fois supérieur au loyer, garant devant gagner jusqu'à six fois le loyer, trois derniers bulletins de salaire, attestation de l'employeur certifiant que l'emploi est durable, deux derniers avis d'imposition, deux dernières quittances EDF, relevé d'identité bancaire, carte de sécurité sociale, livret de famille, jugement de divorce, date et régime du mariage, nom et numéro de téléphone de l'ancien propriétaire, autorisation de prélèvement automatique du loyer... quand bien même les loyers impayés représentent moins de 5 % du total !

Après la loi Chevènement de 1999 portant sur la création de « communautés d'agglomération » censées obliger les communes riches à participer au coût du logement social au niveau local, la loi de « solidarité et de renouvellement urbain » doit être examinée en dernière lecture à l'Assemblée nationale en novembre. Elle devrait contraindre (?) chaque commune à avoir au moins 20 % de logements HLM dans un délai de... vingt ans, alors qu'il y a 5000 logements HLM de moins cette année mis en chantier par rapport à 1999 (année estimée déjà « creuse ») ! Ces effets de manche ne pourront pourtant pas occulter éternellement les besoins immédiats de millions de personnes non logées ou mal logées, ni le fait que lors de la dernière enquête nationale sur le logement (96-97) plus de 2 millions de logements étaient vacants. La solidarité concrète contre les expulsions et la dénonciation de la pénurie de logements décents à prix abordables peuvent attirer l'attention et donner envie de lutter à ceux et celles qui en sont victimes. Les anarchistes ont tout à gagner à s'engager dans ce type de travail, cela peut les aider notamment à bien prendre pied sur le terrain de la commune et populariser les pratiques d'entraide et d'auto-organisation.

Martial. - groupe Kronstadt (Lyon)

Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web,  
Radio libertaire, le Monde libertaire...  
<http://federation-anarchiste.org/>

## Faits d'hiver Le syndrome de la « couille molle »

Jadis, ils y allaient en chantant. En se moquant de l'ennemi. En lui montrant leur cul. En mettant un cœur gros comme ça l'ouvrage. En piquant, taillant, hachant pourfendant, étripant... à qui mieux mieux.

En ce temps-là, les champs de bataille resplendissaient de cadavres dégoûtants et d'agonisants sanguinolents.

Hier encore, ils portaient la fleur au fusil. Baïonnette au canon. À l'assaut de l'ennemi héréditaire. Et nos sillons débordaient de sang impur.

Mais ce n'était déjà plus tout à fait ça, car tous parlaient de der der et certains en venaient même à mettre la crosse en l'air.

Aujourd'hui, les militaires ne refusent pas encore de faire la guerre (et donc de massacrer un maximum de bipèdes d'en face), mais ils demandent à faire ça de loin. En se mettant un minimum les mains dans le sang et dans la merde. En prenant un minimum de risques. Et si, d'aventure ils attrapent des maladies bizarres à la riflette, ils n'hésitent pas à faire des procès à l'État en pleurnichant à propos d'un certain « syndrome de la guerre du Golfe ».

On croit rêver !

C'est clair, nos vaillants guerriers débraillés d'antan, nos braves piou-piou d'avant-hier et nos petits « prêts gars » egorgeurs de viets et de fellagas d'hier, ont laissé la place à des petits fonctionnaires frileux de la défense de la patrie.

Les antimilitaristes virils et autres tenants de la mâlitude rebelle risquent de ne pas s'en remettre !

Jean-Marc Raynaud

Europe et droit d'asile

# La fosse commune pour des milliers d'êtres humains

Après s'être donnés en spectacle du « plus antifasciste que nous, tu meurs » en sanctionnant l'Autriche en début d'année 2000, il semble désormais acquis que les 14 États de l'Union Européenne vont lever les sanctions contre l'Autriche et sa coalition gouvernementale composée des conservateurs (l'ÖVP de Wolfgang Schüssel) et extrémistes de droite (le FPÖ de Jörg Haider) : «trois sages» ont été chargés par l'Union européenne d'évaluer la nature démocratique de l'État autrichien suite à la prise de pouvoir de cette coalition. Pour ces «trois sages», c'est clair, l'État autrichien

étrangers et la qualité de l'accueil qui est fait aux demandeurs et demandeurs d'asile (cf le comportement de l'ensemble des États de l'Union européenne lors des conflits d'ex-Yougoslavie ou d'Algérie). Dans le même style de ronron consensuel, les politiciens européens se sont émus de la mort par étouffement de 58 Chinois découverts à Douvres en mai dernier : jouer de l'émotion, ils savent faire. Or, cet horrible « fait divers » n'est pas un incident de parcours. C'est certes la plus importante catastrophe connue de ce type en Europe de ces dernières années. Mais, on peut lister les cas connus de victimes aux fron-

nazis, soit, dans leur pays d'origine, suite à une expulsion hors d'Europe. C'est donc à une véritable « catastrophe humanitaire » à laquelle on assiste. Parler de crime contre l'humanité comme ce fut le cas au Rwanda ou en Bosnie est peut-être un peu fort, au sens juridique donné à cette notion : il n'y a pas d'unité des victimes, ni des oppresseurs directs. Mais les faits sont là. Et derrière tout cela, il y a bien une unité des situations, à savoir des rapports Nord-Sud déséquilibrés qui se traduisent par de la pauvreté et de l'oppression dans de nombreux pays du Sud, par de la richesse mal répartie et une précarité croissante des classes populaires dans les pays du Nord. Cette unité de situation se retrouve aussi dans la politique, c'est-à-dire la volonté des États de construire une forteresse autour de l'Europe, de manière à refouler les étrangers qui ne correspondent pas aujourd'hui aux critères socio-économiques, culturels et religieux des « élites » européennes. Le problème est aussi que de larges couches des populations d'Europe ont intériorisé ces critères et peuvent reprendre en chœur le refrain « nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde ».

Seule compte la valeur marchande

Comme souvent, c'est par la prohibition que les États européens répondent à une immigration que par ailleurs ils suscitent : comme pour les drogues, la prohibition crée les conditions de marchés juteux et le développement de nouvelles pratiques mafieuses. Le premier marché est celui du transport clandestin de personnes, mais la logique se poursuit avec le travail clandestin et les marchands de sommeil. Là aussi, l'hypocrisie est réelle : de nombreux pans de l'économie reposent sur du travail clandestin. Avec la reprise économique et le reflux du chômage, le patronat cherche par tous les moyens à brider les salaires et mise sur la mobilité de la main-d'œuvre d'une région à l'autre, l'intérim et la sous-traitance en cascade ou le recours à une immigration qualifiée.

Le vrai exercice du Droit d'asile fait donc les frais de cette politique d'immigration sélective (les « quotas ») désormais clairement prônée par la gauche française et européenne. Rappelons que ce sont les socialistes français qui ont pris les principales mesures pour restreindre les droits des demandeurs d'asile. En 1989, Michel Rocard, Premier ministre, réorganisa l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) et allait créer le phénomène des déboutés du droit d'asile, dont certains sont encore sans papiers aujourd'hui. En 1992, Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, donnait à l'administration préfectorale

et policière la possibilité de déterminer « si une demande d'asile n'est pas manifestement infondée » et de prendre les mesures de rétention dans des « zones d'attente » et enfin de refoulement. C'est ce qui s'est produit notamment pour Roberto Viza Egües, ressortissant cubain, renvoyé à Cuba, par simple décision préfectorale. Or, si le cas de cet homme a été médiatisé du fait qu'une association s'est mobilisée, la plupart des personnes placées en zone d'attente ne pourront pas s'en sortir. Associations et avocats ont un accès limité aux zones d'attente. Combien de ces personnes ont subi ou subiront la répression de leur État à leur retour ?

Les sociaux, fossoyeurs du Droit d'asile

Au début de l'été, on apprenait aussi que le gouvernement prépare une modification de la loi Chevènement : le but est de limiter la protection des mineurs étrangers de plus de seize ans : derrière le discours humaniste selon lequel ces jeunes seraient autorisés à « agir en justice en l'absence d'un représentant légal les accompagnant », c'est bien la possibilité de les maintenir de manière prolongée en zone d'attente des zones frontalière (port, gare, aéro-

port) que visent le ministère de l'Intérieur et le Premier Ministre (Le Monde du 8 juillet 2000). Avec au bout du compte, le refoulement hors de France. Ce projet de loi crée une dérogation pour les seuls mineurs étrangers. Ce texte qui devrait être présenté au Parlement en janvier 2001 constitue une atteinte grave aux droits de l'enfant et au principe d'égalité des mineurs devant la loi. Avec ce précédent, on peut craindre qu'à terme, c'est l'âge de la majorité pénale des mineurs étrangers que l'État cherche à baisser. Il serait alors possible d'expulser des jeunes de 16 ans vers leur « pays d'origine ». Ce serait ouvrir un nouveau degré d'horreur dans la « double peine » (prison + expulsion). La répression, c'est finalement la réponse traditionnelle là-bas et ici. La conclusion qu'on tire des exécutifs européens du drame des 58 Chinois de Douvres est qu'il faut renforcer la répression. Si, dans le discours, ils visaient les « passeurs », on sait pertinemment que la Justice ne sait pas ou ne veut pas faire la différence entre les profiteurs du système de prohibition et les personnes manifestant une solidarité quelconque, amicale ou politique, avec des étrangers.

Hervé. - groupe FA de Nantes

ENCORE DES RÉFUGIÉS POLITIQUES EXPULSÉS

DÉSOLÉS... MAIS CHEZ NOUS, LES CUBAINS ON LES AIME QUE EN DISQUE !



n'a pas changé de nature : c'est un État respectueux des valeurs démocratiques. Objet particulier de cette enquête, le FPÖ ne serait pas un parti fasciste : tout au plus est-il qualifié de « parti populiste de droite avec des éléments radicaux ». Parmi les 119 points de leur étude, se trouve notamment celui du comportement de l'État autrichien vis-à-vis des demandeurs d'asile : les trois sages n'y trouvent rien à redire. L'Autriche est conforme à l'idée que se font les Européens de l'exercice du Droit d'asile. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ; voici l'Autriche à nouveau fréquentable. Cela est évidemment loin de nous rassurer : si les politiciens européens admettent la conformité de l'Autriche haïdérienne à leurs soit-disant valeurs démocratiques, c'est bien que ces valeurs n'ont plus beaucoup de sens et que les Droits humains sont en régression dans l'ensemble de l'Europe, en particulier les droits des

tières de l'Europe : les noyés du Détroit de Gibraltar se chiffrent par centaines. C'est par dizaines qu'on compte ces étrangers de toutes nationalités balancés en mer Adriatique par leurs passeurs. Dans les cargos provenant d'Afrique, du Maghreb, de Turquie, il n'est pas rare de trouver des passagers clandestins : parfois, ils sont tués par balles par l'équipage ou jetés à la mer. Dans des avions, des passagers se cachant près du train d'atterrissage sont morts de froid comme ces deux enfants guinéens il y a un an. Des étrangers enfermés dans des conteneurs meurent régulièrement de soif ou d'étouffement.

On étouffe dans ce pays !

Au total, depuis une vingtaine d'années, ce sont sans doute plusieurs milliers d'êtres humains qui ont trouvé la mort, soit aux portes de l'Europe, soit au sein même de l'Europe, victimes de flics ou de

## crises de foi

### A quand un bûcher de préservatifs en France ?

Il était une fois un lycée catholique, Notre Dame de Sion d'Evry, où la directrice, sous les demandes des élèves, avait consenti à l'installation d'un distributeur de préservatifs dans la cafétéria. Cette démarche s'inscrivait dans un programme de réflexion sur la sexualité et le sida mené par le psychologue du lycée. Malgré la concertation qui avait présidé à l'installation du distributeur de préservatifs, des parents ont choisi, à l'insu de la direction du lycée, d'alerter le Vatican. Celui-ci a réagi dans une lettre adressée à la congrégation des Sœurs de Sion, responsable de l'établissement. Celles-ci n'étaient pas non plus favorable à l'installation de ce distributeur, mais elles ont fait parvenir au Vatican des lettres de parents et d'enseignants favorables à cette installation. Mais peu importe pour Rome, le dogme reste le dogme, et Rome confirme sa condamnation. La lettre signée par le cardinal Zénon Grocholewski, préfet de la congrégation pour l'éducation catholique, ne fait pas dans la dentelle, il y est écrit par exemple que « le distributeur ôte tout son sens à une éducation catholique, désresponsabilise autant les élèves que les enseignants et légitime des comportements qui ne sont pas acceptables ». Certes, il vaut mieux que les filles risquent des grossesses non désirées ou que des jeunes attrapent des MST, c'est cela être responsable pour l'église !

En tout ça, nous voyons là que l'enseignement catholique obéit à son Église, car le distributeur a été retiré. Tout doit se plier au chef (le pape) et aux dogmes. Il n'y a pas de liberté et de conscience de choix. C'est pourquoi l'enseignement religieux devrait être supprimé. Nous voyons là aussi le vrai visage de l'Église, si en Afrique elle se permet de brûler des préservatifs, en France elle aimerait le faire tout autant. Quand aux parents, culs-bénis, qui préfèrent que leurs jeunes risquent leur santé pour une morale arbitraire, je ne poserais qu'une question : n'ont-ils pas eu de relations sexuelles avant le mariage ? Font-ils seulement l'amour pour procréer ? Pratique-t-ils l'abstinence sexuelle, seul moyen acceptable pour l'Église d'empêcher des grossesses ? Bien sûr que oui, qui pourrait en douter ? !

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Vite fait...

# Sida : pourquoi boycotter les laboratoires ?

■ **Mostaganem (Algérie).** Menad vient de mourir des suites de ses blessures. Armé de sa haine, de quelques litres d'essence et d'une allumette, son frère l'a brûlé vive le 18 août dernier pour la punir de son impiété. Elle faisait du théâtre... (El Wattan)

■ Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, tous les **immigrés séropositifs**, y compris les réfugiés sont expulsés hors de Nouvelle-Zélande par décision gouvernementale. (Haut Commissariat aux Réfugiés).

■ Plutôt que d'augmenter le nombre de places aux concours, l'État préfère toujours recourir aux **emplois précaires**. Le ministère de l'Éducation nationale a recruté pour cette rentrée 12 000 maîtres-auxiliaires, 13 000 enseignants contractuels. Quant aux vacataires (contrats annuels de 200 h maxi), il est incapable d'en donner le nombre précis. Et il y en a encore qui vont nous dire que la gauche lutte contre la précarité... (Le Monde)

■ Dans la catégorie, vaut mieux tard que jamais : la Suisse. Après trente ans de débats parlementaires, l'**avortement** devrait enfin y être dépenalisé (AFP).

■ Au Caire, les partis d'opposition demandent que les morts ne soient plus inscrits sur les **listes électorales** et pourtant ni Tibéri, ni Chirac n'ont été maire de cette ville. Comme quoi.

■ Le gouvernement dans son immense bonté a décidé d'associer les **retraités** aux fruits de la croissance (dixit). Les pensions de base du régime général seront revalorisées de 2,2% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001. Il faut qu'on dise merci ?

■ Un nouvel accord sur l'UNEDIC a été conclu entre le patronat, la CFTD, la CFTC et la CGC (qui n'avait pas signé le premier). Le PARE (Plan d'aide au retour à l'emploi) reste obligatoire et peut toujours être assorti de sanctions : une amélioration des indemnités n'est toujours pas envisagée. Seules la CGT et FO ont refusé de signer ce torchon qui ouvre la voie à une assurance chômage à deux vitesses et à un renforcement du flitage des chômeurs (Reuters).

■ La **fortune personnelle** des 400 américains les plus riches a augmenté globalement de 20% en un an. Ils se partagent la somme de 1 200 milliards de dollars, soit à peu près l'équivalent du PIB de la Grande-Bretagne (Forbes).

■ Deux détenus australiens se sont évadés mercredi 20 septembre en empruntant une voiture de la délégation olympique sud-coréenne. Il n'y a pas à dire, les JO, c'est merveilleux.

Envoyez vos brèves à [monsieur.pol@wanadoo.fr](mailto:monsieur.pol@wanadoo.fr)

... bien fait

**E**SSAYER D'APPRÉHENDER LE problème du développement du Sida dans le monde, sans en donner les derniers chiffres relève de l'hypocrisie. Même si l'on nous rebat les oreilles avec ces chiffres effrayants, ce sont eux qui résumant au mieux la mortelle problématique. Ils démontrent que seul le profit régit ce massacre organisé par des traitements à deux, trois, voire quatre vitesses, selon la situation géo-économique des malades concernés.

Aujourd'hui, les malades ressortissants des pays d'Afrique, d'Asie et de l'Est européen, sont définitivement les laissés pour compte des avancées scientifiques (à part quelques exceptions comme la Thaïlande ou l'Inde).

Afrique de l'Est et australe, 90% des personnes infectées ne savent pas qu'elles le sont.

En Asie, à la fin de l'année 1999, 6,5 millions de personnes vivaient avec le VIH (cinq fois plus que le nombre de personnes déjà décédées du sida dans cette région). En Chine, le nombre de personnes infectées est évalué à un demi-million, l'augmentation des cas est beaucoup dû à une augmentation de l'usage de drogues par voie intraveineuse, avec le partage des seringues.

Enfin, environ 50 000 patients séropositifs sont en impasse thérapeutique en Europe, dont 8 000 en France.

À cause du cynisme de certains laboratoires pharmaceutiques accrochés à leurs brevets et à leurs bénéfices finan-

pharmaceutiques ont même refusé de se rendre au Congrès en Afrique du sud en invoquant « des raisons de sécurité ». Ils auraient été directement confrontés aux délégations de malades africains qui exigent que soient mis en concurrence des producteurs de génériques avec des détenteurs de brevets, afin de favoriser l'accès des pays pauvres à des traitements enfin abordables.

Jusqu'à présent, les prix pratiqués par les laboratoires sont prohibitifs et absorbent la majorité des sommes engagées pour des programmes dans les pays pauvres. Il n'y a pas d'autre solution que la production de produits génériques, mais les laboratoires pharmaceutiques veulent continuer à être protégés par des brevets car ils brevètent aujourd'hui l'ensemble des molécules proches de leur molécules phares pour bloquer la recherche de leurs concurrents.

Pour sortir de cette impasse, il faut que soit radicalement remis en cause le cadre qui régit actuellement la propriété intellectuelle pour les entreprises de santé. (2)

En France, Act-Up appelle au boycott de quatre laboratoires

Aujourd'hui, en France, 8 000 patients séropositifs (environ 50 000 en Europe) sont en impasse thérapeutique. Chez ces patients, des virus résistants ont appris à déjouer les actions médicamenteuses. En moins de trois ans, ils ont retrouvé leur puissance pathogène pour détruire inexorable-

ment leur système immunitaire. Quatre molécules anti-VIH sont développées par quatre labos :

L'ABT 378 du laboratoire Abbot, Le Tipranavir (PNU-140 690) de Pharmacia et Upjohn, Le PMPA (tenofovir) de Gilead/nexStar et Le T-20 (pentafuside) de Trimeris/Rorche.

Ces quatre produits représentent la seule chance pour les patients résistants à tous traitements existants de voir leur état de santé se stabiliser et peut-être de s'améliorer.

Et ces laboratoires refusent de mettre ces médicaments à leur disposition !

C'est pourquoi Act-up a impulsé le boycott des produits de ces quatre laboratoires pour lesquels il existe des produits équivalents et exige qu'ils mettent à disposition sans délai leurs molécules pour les 50 000 séropositifs européens, dont 8 000 en France. Qu'ils harmonisent leur rythmes de production afin que les médecins puissent prescrire une thérapie à leurs patients en impasse thérapeutique.

Il faut savoir, si vous êtes séropositif (et si vous ne l'êtes pas) que vous pouvez demander à votre médecin ou à votre pharmacien de vous donner l'équivalent des médicaments pour un traitement en boycottant ces quatre laboratoires. Et ça fonctionne, j'ai testé pour vous !

PS. - Claaaaaash FA

(1) Chiffres de l'OMS et ONU Sida.

(2) Pour plus de clarté et d'exhaustivité sur le dossier des médicaments génériques et des brevets, consulter le site d'Act-Up : [www.Actup.org](http://www.Actup.org)

PAS DE TRI THÉRAPIE POUR LES CRÈVES LA FAIM



Au sein de l'Europe dite « développée », malgré la stagnation des décès et l'avancée des résultats de la trithérapie 50 000 séropositifs (dont 8 000 en France) sont laissés dans l'impasse thérapeutique : des laboratoires refusent absolument de mettre certains de leurs médicaments à leur disposition et pour des raisons uniquement mercantiles. On a raison de boycotter ces laboratoires pharmaceutiques !

Les chiffres du sida dans le monde

Plus de 33,6 millions de personnes vivent actuellement avec le VIH dans le monde, dont 23,3 millions en Afrique (1). La plupart d'entre elles mourront dans les dix années à venir, s'ajoutant aux 13,7 millions d'Africains déjà emportés par la maladie. 95% des nouvelles infections surviennent dans les pays du tiers-monde qui ne disposent d'aucun moyen pour enrayer l'évolution de la maladie.

55% des adultes infectés en Afrique subsaharienne sont des femmes. En

ciers, 95% des malades atteints par le VIH dans le monde sont privés des traitements existants !

Conférence de Durban et médicaments génériques

Pourtant, aujourd'hui, des médicaments antirétroviraux génériques sont produits à moindre prix, et dans des cadres légaux, au Brésil, en Inde et en Thaïlande. Il faut le savoir, le dire et faire en sorte de favoriser leur circulation pour exiger l'accès des traitements dans les pays pauvres. La XII<sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida de Durban s'est achevée sur un échec, malgré les promesses de Peter Piot de l'ONUSIDA de lancer un appel d'offre ouvert à tous les producteurs d'antirétroviraux, sous brevet ou non. Les négociations avec les multinationales détentrices de brevets se sont révélées être un jeu de dupe et les masques sont tombés : les résolutions apparentes des laboratoires n'étaient que des effets d'annonce, de marketing cynique et de charité de façade. Certains laboratoires

chronique anarcha-féministe Eugénique ta mère

Depuis quelques mois maintenant, les efforts d'Aubry pour enterrer les rapports Nizan et Uzan ont été réduits à néant. D'abord, l'attaque médiatisée de l'extrême droite a obtenu le retrait de la pilule du lendemain des infirmeries des établissements scolaires du secondaire. Et puis, campagne électorale oblige, les députées socialistes se sont aperçues qu'il y avait là une part d'électorat à séduire. Or donc, notre fils de maieuticienne de Premier ministre a sonné la charge. De la mêlée est ressortie une position politique quelque peu incongrue : Nizan, après avoir plaidé pour l'allongement du délai de 10 à 12 semaines d'aménorrhée, est revenu sur ses convictions. Il estime maintenant qu'un délai de 12 semaines ouvre la porte à une menace eugénique, notamment en fonction du sexe du tas de cellules. Cet homme a-t-il voyagé ? En Inde ou en Chine, où le déficit de femmes est déjà estimé à plusieurs millions et où « la mode » est à la polyandrie ? En Afghanistan où, tous les jours, des femmes meurent prématurément par manque de soins, par accidents dus aux contraintes vestimentaires ou en se suicidant ? A-t-il essayé de marcher quelques mètres avec ce grillage devant les yeux ? Mais en France, me direz-vous mon brave monsieur ? En France où le combat féministe est rangé avec les pattes d'éph ? De futurs parents pourraient-ils refuser la parentalité d'une fille ? Quelles seraient leurs motivations ? La discrimination existe dès la grossesse puisque accoucher d'une fille est dévalorisé. La discrimination sexiste à l'école où les filles sont pourtant plus adaptées et moins bien enseignées. La discrimination sexiste sur le lieu du travail : à travail égal, salaire inférieur et production dévalorisée. La discrimination sexiste à la retraite que les femmes touchent incomplète à cause des accros de parcours ou du travail invisible accompli auprès d'un conjoint artisans ou indépendant. Cette différence qui fait « tomber enceinte » les filles ; toujours ce fameux problème d'équilibre.

Lady Mimi

dans le monde

## A Melbourne aussi la mondialisation est contestée par la rue

**P**ENDANT QUE LES REGARDS étaient tous braqués sur l'ouverture des Jeux Olympiques de Sydney, à Melbourne se tenait une réunion du Forum économique mondial (WEF) réunissant les 1000 corporations les plus importantes du monde. Comme à Davos cet hiver en Suisse, les congressistes étaient attendus de pieds fermes partout dans la ville. Comme à Davos, comme à Seattle, comme à Prague, les forces de

« leur » ordre n'ont pas manqué d'attaquer les manifestants. Plus qu'une protection du forum, il s'est agit une fois de plus de contre-attaque, violente et savamment planifiée, démontrant ainsi, une fois de plus, que la police, de partout, n'est pas neutre mais sait se ranger du côté des méga riches. Le chien connaît son maître.

Des gens anxieux se tiennent sur le toit du casino de Melbourne attendant qu'un hélicoptère vienne les sor-

tir des griffes des quelques milliers d'anarchistes, de syndicalistes, d'activistes anticapitalistes et autres gauchistes de tous poils et de toutes nationalités qui font le siège du casino où se tenait, les 11, 12, 13 septembre, la rencontre Asie-Pacifique du Forum économique mondial. Parmi les prisonniers du casino, le malheureux Bill Gates.

Voilà une des scènes les plus délicieuses qui se sont déroulées en Australie et que le service des sports de France 2 s'est bien gardé de nous diffuser.

Pourtant, sur place, le coup n'est pas passé inaperçu. Loin de là. Les politiciens de droite hurlent au scandale, au néo-stalinisme de ces jeunes sauvages qui s'opposent à la liberté d'expression des riches. Les politiciens de gauche, histoire de rester dans l'actualité (à laquelle ils ne participent pourtant pas) s'émeuvent de la brutalité inouïe de la répression policière, digne à leurs yeux d'un « Etat policier » (pléonasmisme).

Sur place, la presse a largement couvert l'événement, même si la violence des manifestants a été plus soulignée que l'obsécité des congressistes payant 22 000 dollars la nuitée pour ce congrès de trois jours. (c'est vrai qu'ils ont du l'avoir mauvaise, parce que pour ce prix là, on devrait pouvoir s'attendre à être tranquille) et dans son hôtel, et dans son congrès... Il faut dire que l'affaire en a sur place inquiété plus d'un, pensez, un tel ras-



semblement d'emmerdeurs-euses à quelques heures de l'ouverture des Jeux Olympiques.

### La rue nous appartient

Dès le premier jour, lundi 11 septembre, malgré la pluie torrentielle, à l'appel du collectif S11 (September 11), plus de 10 000 personnes avaient bloqué (pour certains dès 6 h 30 du matin) l'accès au Crown Casino. Le nombre est impressionnant, au dire même des organisateurs compte tenu du fait que le syndicat officiel n'avait pas répondu à l'appel de S11 et avait boycotté la manifestation. D'entrée, donc, le Forum a commencé avec retard, beaucoup de retard même et encore a-t-il commencé alors qu'entre 300 et 400 délégués sur les 1000 prévus étaient toujours bloqués dehors et n'ont pas pu accéder au bâtiment pour le restant de la journée. (et voilà encore 400 fois 22 000 dollars foutus en l'air). Tout le périmètre avait été bouclé par la police d'un mur de béton et de barbelés de 2,50m de haut, ne laissant que six entrées possibles. Mauvais calcul car du coup, il ne restait plus aux manifestants que six entrées à bloquer, ce qui même à moins de 10 000 est à la portée de n'importe quel débutant. En parlant de débutant, vers 10 heures un collectif de 400 lycéens se joignait au rassemblement tous habillés de l'uniforme scolaire (trop british!).

Les échauffourées, les mouvements de la foule et des 2000 policiers mobilisés pour l'occasion ont jalonné toute la journée. 100 blessés du côté des manifestants dont plusieurs hospitalisations, quatre du côté des flics (hospitalisés pour des contusions) et un agent de sécurité du casino avec une mâchoire cassée (tant pis). Curieusement, seulement quatre arrestations. A croire que la police, suffisamment embarrassée par le cirque en ville a voulu éviter qu'on reparle trop de l'événement s'il devait avoir trop de suites judiciaires... qui sait.

Plus tard dans la matinée, la voiture du Premier ministre des Territoires de l'Ouest était bloquée par les manifestants, pneus crevés, repeinte en vert pendant qu'un Aborigène assis sur le capot faisait un cours d'histoire australienne à sa façon avant de danser debout sur le toit de la voiture une danse de la victoire. Au bout d'une heure (quand même), la police est intervenue aussi violente qu'ils avaient été lents.

Par la suite, le premier ministre libéré s'est dit outré devant la presse et a qualifié l'attaque de sa voiture « d'agissements anti-australien ». En toute modestie, bien sûr. L'après-midi, le temps s'est amélioré et les concerts de rue et les bals ont encore amené des curieux, histoire de bloquer un peu plus les rues. Une bien belle journée en somme.

Vincent. - individuel Gard

### L'OMC change de tactique

Il paraît improbable que l'OMC recommence une grande réunion interministérielle du type de celle de Seattle pour lancer un nouveau round de négociations.

Le vice président de l'OMC, Andy Stoler considère que l'OMC a intérêt à « éviter un nouveau Big Bang car les rencontres au sommet attirent d'importantes et violentes manifestations de rue telles que celles vues à Seattle ou celles vues à Melbourne ». M. Stoler a déclaré que l'OMC avait commencé des négociations séparées dans son QG de Genève pour ce qui concerne l'agriculture et les services qui n'avaient pu se tenir à Seattle.

« Il n'y a aucune raison pour que nous n'y ajoutions pas les autres sujets. Si nous pouvons avancer tranquillement plutôt que dans l'agitation, pourquoi pas ? »

La proposition a reçu un écho favorable des 138 pays membres, d'autant que le seul pays candidat pour recevoir un sommet de l'OMC se trouve être le Qatar. Bien sûr le Qatar s'avérerait être une terre assez inhospitalière pour des manifestations de rue, mais la direction de l'OMC se voit mal gérer dans son plan de communication la tenue d'un forum dans un État féodal et désertique.

Comme quoi, ils savent bien ce qu'ils font.

Transmis par les relations internationales de la FA.

## Argentine : Le FMI contre les droits humains

**A**LORS QUE DE NOMBREUX mouvements, notamment anarchistes, se mobilisent à l'occasion de la tenue du pré-sommet du FMI à Nice les 7 et 8 décembre, l'Argentine, un pays qui vit sous la coupe réglée du FMI, continue à souffrir.

Malgré les conflits sociaux qui se manifestent à travers tout le pays, le gouvernement du président Fernando de la Rúa tente de maintenir, contre vents et marées, la stabilité fiscale demandée par le FMI. Quelques jours avant la visite du 16 mai de Horst Kohler, nouveau gouverneur du FMI (le précédent, le français Michel Camdessus est aujourd'hui conseiller du Vatican!), le ministre argentin de l'économie annonçait un nouveau très dur réajustement. Cette nouvelle économie de 600 millions de dollars, a pour objet l'accomplissement des objectifs signés avec le FMI pour le second trimestre de l'année. L'économie sera donc réalisée à travers un plan pour financer des départs volontaires de fonctionnaires, l'élimination ou la restriction des dépenses publiques, un train de vie ralenti pour certains organismes d'État et une baisse des salaires de la fonction

publique. Mais jusqu'à présent, le gouvernement n'a jamais pu tenir sa promesse au FMI de contenir le déficit en dessous de 4 700 millions de dollars par an. Et le pays reste endetté à hauteur de 150 000 millions de dollars.

### Révoltes populaires

Dans ce contexte, la suppression des plans pour combattre le chômage et des mouvements sociaux qui se radicalisent ont abouti à une nouvelle récession.

Pour pousser le gouvernement à se démarquer de la politique du FMI, des associations syndicales, étudiantes ou de défense des droits humains ont organisé le 31 mai une vaste mobilisation. Des routes furent coupées, des manifestations de 70 000 personnes se produisirent. Le 9 juin, une grève générale fut émaillée de mises à sac de supermarchés et d'importants incidents à travers le pays.

Ces révoltes populaires et sporadiques, initiées en 1997, sont appelées « puebladas ». La presse y voit parfois le « fantôme zapatiste ». Durant tout le mois de mai en particulier, ces mouvements ont alterné avec les coupures de route tenues par des piquets de grèves. La pression et la fermeté populaires

contre le gouvernement furent telles qu'il dut renoncer à poursuivre devant la justice les 2500 personnes qu'il accusait d'avoir coupé des routes au cours des « puebladas ». Le journal anarchiste argentin « En la calle » remarque : « la démocratie bourgeoise est schizophrénique. Dans la province de Salta où les indices de pauvreté sont extrêmes avec 55% de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté, ceux qui exercent la politique ne représentent qu'eux-mêmes. Personne ne peut voter sans travail et avec la faim au ventre. Les « puebladas » n'évoquent pas une conscience révolutionnaire, mais sont la réaction d'un peuple désespéré. En ce sens, ces révoltes qui incendient le pays l'une après l'autre marquent un chemin à suivre parce qu'on y fait appel à des modes de luttes que les argentins ont su mettre en pratique au cours de leur histoire, comme l'action directe et l'horizontalité de la prise de décision. Notre tâche est de chercher à dépasser le spontanéisme et l'isolement de chaque lutte particulière pour proposer des objectifs plus ambitieux. Fondamentalement, chaque rébellion populaire est un pas de plus sur le long chemin de la libération ».

Relations Internationales de la FA.

### Bill Gates privé de conférence

Le mardi 12 septembre, suite aux événements de la veille, Microsoft Australia communiquait à la presse que deux conférences publiques de Bill Gates étaient annulées sur les conseils de la police et par mesure de prudence. C'est le mot, en effet.

Il était prévu dans son planning que Bill Gates s'adresserait à une audience de 4500 lycéens ainsi qu'à un groupe de professionnels de l'informatique et de commerciaux.

Le Premier ministre de l'État de Victoria et un porte-parole de Microsoft annonçaient plus tard que la rencontre avec les lycéens se ferait ultérieurement par les moyens des nouvelles technologies (lire Internet). « Nous espérons par le Net toucher un plus grand nombre encore de lycéens et d'étudiants que les 4500 initialement prévus ». Tu parles, l'avantage du Net, c'est qu'on peut filtrer les questions et se prémunir à bon compte de recevoir une tarte à la crème.

Transmis par les relations internationales de la FA.

CINÉMA

# L'affaire Marcocelle

## Entretien avec Serge Le Peron

**B**URLESQUE ET TRAGIQUE À LA fois, le film ne dévoile sa construction profonde qu'à ceux qui savent bien regarder. François Marcocelle, juge d'instruction à Chambéry, croit avoir commis un meurtre. Ce « film » d'horreur personnel revient sous la forme d'un cauchemar qui hante le juge et l'embarque dans des situations tragi-comiques. Un film politique et engagé où l'on s'amuse beaucoup, car Jean-Pierre Léaud en magistrat tourmenté mène l'ensemble tambour battant.

**Le Monde Libertaire: Ce juge est un libertaire, aurais-tu fait un film anarchiste ?**

**SLP:** C'est un film qui se termine par un grand cri anarchiste. Le grand cri qu'on a tous au fond de nous-mêmes qui consiste à pouvoir tout foutre en l'air, punir les méchants, surtout quand ils sont gros, forts et puissants et que pour ça, on peut même payer le prix de la prison. C'est finalement ce qui arrive à Marcocelle. Il préfère être à l'intérieur de la prison. À la fin Jean-Pierre Léaud me disait, au fond, je préfère être à l'intérieur avec les malfrats qu'à l'extérieur avec les bourgeois. Il disait ça au moment où l'on tournait la prise. Quand je revois le film maintenant, c'est ce qui donne son côté anarchiste peut-être pas au sens politique du terme, anar au sens libertaire, au sens où les enfants sont de grands anars. La fin, je l'ai filmé comme une cour de récréation.

Cette cour de prison est une cour de récréation. Le jour du tournage on a eu quelques problèmes, Jean-Pierre avait marqué sur le grand livre d'or des surveillants, mort aux vaches et aux matons, ça n'a pas beaucoup plu à nos amis, les surveillants, c'est monté très haut jusqu'au ministère, redescendu via Toscan (coproducteur) jusqu'à nous. J'ai compris ce jour-là que maton était l'insulte suprême, maton, c'est très violent. Donc à chaque prise quand on disait « silence » Jean-Pierre ajoutait, surtout les matons. On était un peu tendus.

**ML: Tu as tourné dans une vraie prison ?**

**SLP:** L'extérieur de la prison était à Chambéry, mais l'intérieur de la prison était une prison de semi-liberté. Les gens sortent la journée, rentrent le soir. Donc, dans les cellules, il y avait des gens qui étaient proches de ce qu'on voulait montrer. Le juge Marcocelle est un ancien révolutionnaire, un ancien gauchiste. Se retrouver après un cheminement plutôt sympathique magistrat, ça se discute. Magistrat dans les années 70, c'était aussi la manière de transformer cette institution qui s'appelle la justice française où l'on ne mettait jamais un notable en prison, un homme politique c'était impensable qu'il aille en taule. Tous ces juges ont fait ça et finalement ils sont quand même devenus les gestionnaires de la société. Ils ont mis en prison des gens qui ont volé des mobylettes, ce

n'est quand même pas très brillant. Le type qui m'a raconté ce rêve du début, qui est la scène inaugurale, c'est un magistrat, un juge pour enfants. C'est quand même un magistrat qui a un rêve où il se sent coupable. On ne sait jamais très bien, de quoi on se sent coupable. En tous cas, il y a une raison rationnelle évidente, c'est cet écart entre son idéal de jeunesse et ce qu'il est devenu.

**ML: Tu as réalisé un documentaire sur l'affaire de Bruay-en-**

maté, trop cadré. Faire des documentaires, ça m'intéresse. Tu es plus libre que dans la fiction télé, c'est du cinéma, un montage, des personnages, une dramaturgie. L'idée du film est venue de cette première séquence, à partir de ce cauchemar initial. J'ai tout de suite pensé à Jean-Pierre Léaud. Les premiers mots que j'ai écrits, c'est lui qui les dit. J'avais envie que le film n'ait pas un ton trop tragique ni pleurnichard. Je ne voulais pas non plus que ce soit une comédie uniquement pour faire rire. J'avais envie qu'il y ait une certaine

de vue de justicier qui viendrait dire: regardez les salauds! Non, du point de vue de quelqu'un qui fait partie de ce monde. Comment, quand on est dans une position de pouvoir, on est imbriqué dans ces histoires. Il fait quand même quelque chose de pas très bien à ce jeune avocat, il conseille à ce type de Nanterre de changer d'avocat. Il fait une entourloupe pas très régulière, ni très légale.

**ML: En accord avec le gauchiste qu'il a été...**

**SLP:** Oui, c'est pour la bonne cause.

**ML: on en oublie que c'est un film très cinéphile**

**SLP:** La cinéphilie a une place importante dans le film. Le film commence dans une salle de cinéma, pour moi le cinéma, c'est le lieu de l'inconscient, c'est une des plus belles inventions du XX<sup>e</sup> siècle. Ce qui lui arrive, le rêve du début, ça se passe dans une salle de cinéma. Il y a l'importance des salles de cinéma. Elle aime les films d'horreur, lui est un vieux cinéphile. Elle aime plutôt *Scream 1, 2, 3*, lui plutôt *Tod Browning, Murnau* et les grands cinéastes du fantastique. Mais ils se retrouvent là-dessus. Tous les cinéphiles du monde te diront quand tu vas au bout du monde, tu peux rencontrer quelqu'un qui n'a pas la même culture, le même âge, au bout de cinq minutes on peut quand même se parler de John Ford ou de Godard, de Fritz Lang, de Jean-Pierre Léaud. Il y a la connexion possible. Une connexion bizarre, mais qui est là. C'est omniprésent dans le film, l'argument fictionnel, la cinéphilie, est aussi présent à travers le film que l'on voit, qui est *Le fantôme de l'opéra*. Film commencé par *Tod Browning* en 1922. Ce qui se passe sur l'écran rejoint ce qui se passe dans la fiction. Les masques tombent progressivement. On finit par découvrir la vérité et par provoquer le chaos à travers la découverte de la vérité. Il y a une résonance entre ces extraits de films là et la scène fictionnelle elle-même.

propos recueillis par Heike Hurst



**Artois. (Histoire d'un crime impuni). Travail préliminaire ou documentation indispensable pour L'Affaire Marcocelle?**

**SLP:** Bruay-en-Artois et aussi L'Affaire Spaggiari: le casse de Nice. Albert Spaggiari, c'était un type d'extrême droite lié à l'OAS... Dans ces deux affaires, j'ai vu beaucoup de juges d'instruction. Le juge Pascal, juge de l'affaire de Bruay, a été un des premiers juges d'instruction à être médiatisé, à dire ce qu'il pensait, à mettre un notaire en prison, d'une part, ce qui n'était pas courant à l'époque, à prendre le parti des mineurs contre les notables de la ville. Le tabou avait sauté, on pouvait mettre les gens en prison quelle que soit leur classe, quel que soit leur statut social.

**ML: Qu'est-ce qui t'a amené à t'intéresser à ces affaires ?**

**SLP:** La justice, c'est quand même une question importante. C'est LE sujet de société. C'est la question de l'égalité devant la justice, la question de la liberté, bien sûr, et c'est un idéal, la justice. Sans être aussi tourmenté que le juge Marcocelle dans le film, j'en ai rencontré pas mal qui vu l'écart entre l'idéal pour lequel ils ont fait souvent ce métier et la pratique, la pratique de la justice au quotidien, ils sont assez mal. Ils sentent bien que c'est une utopie, une théorie, un idéal, la justice. Que chaque jour selon qu'on est misérable, qu'on a de la chance ou pas, qu'on a un bon avocat ou pas... Je parle des juges que j'ai rencontrés.

**ML: Pourquoi avoir eu recours à la fiction pour ton film, alors ?**

Parce que j'avais des projets qui n'aboutissaient pas. Plutôt que de faire des téléfilms ce que ne me semble pas la bonne solution pour un cinéaste parce que c'est trop for-

profondeur dans cette histoire, qu'elle puisse être racontée de manière ironique et Léaud, c'est ça. C'est à la fois quelqu'un qui est dans le tragique, qui porte en lui des forces profondes de l'âme humaine et qui est un grand burlesque en même temps, c'est Buster Keaton pour moi. Un pied par terre et un pied dans les nuages... un grand burlesque en même temps qui transforme tout: la tragédie devient burlesque, la comédie devient profonde, il a cette capacité.

**ML: Et l'affaire Méry ?**

**SLP:** Je n'ai pas voulu traiter d'une affaire réelle. L'affaire Marcocelle est une affaire inventée. Elle n'existe pas, elle capte des choses sur les hommes politiques, sur les hommes de pouvoir en général et sur les compromissions dans lesquelles ils se trouvent. Pas d'ailleurs d'un point

### copinage

Le groupe anarcho-punk "René Binamé" passe dans le cadre des journées de résistance à l'Espace autogéré des Tanneries (13-15-17 Bd de Chicago) le 7 octobre à Dijon. Infos: 03-80.66.64.81 ou 06-11.29.74.06 ou tanneries@free.fr.

Epsilonïa (Radio libertaire) et Songs of praise (Aligre FM) font la fête au théâtre de l'Echangeur (59 av. de Gaulle, Bagnolet - M° Gallieni) samedi 30 septembre et dimanche 1<sup>er</sup> octobre. Musiques, installations sonores et visuelles, projections... Tarif: 55 F; pass 2 jours: 80 F; réduc: 35 F; réservation: 01 43 62 71 20.

Le Gogol Experience Theater of Péruwelz présente **Mon coq est mort, on est pas dans la merde**. Le nouveau spectacle du Gogol Experience Theater sera les 13, 14, 15, 20, 21 et 22 octobre 2000 au Théâtre Le café à Bruxelles (158 rue de la Victoire, 1060 Saint-Gilles) à 20h30. Réservation au 02/538 75 24 ou 0476/67 39 85.

radio libertaire  
Paris • 89.4 MHz

vendredi 29 septembre à 22 h 30 :

**Jazz en liberté:** Bob Brookmeyer quartet en public (1994) ; Roswell Rudd quintet (1974) ; Jay Jay Johnson-Kai Winding quintet (1955) ; Albert Mangelsdorff trio en public (1976) ; Garrett list quintet (1978) ; Yves Robert quartet (1999).

samedi 30 septembre à 11 h 30 :

**Chronique syndicale:** le télétravail.

mercredi 4 octobre à 10 h 30 :

**Blues en liberté:** Sonny Boy Williamson, de Memphis au british blues.

## Incinérateur Frontignan/Sète L'arroseur arrosé

**L**E PROCES INTENTÉ À NOTRE AMI Bob, en tant que porte-parole d'ICI-ROM, par le maire communiste de Sète, Liberti, à propos de l'incinérateur de Sète-Frontignan (M.L. N° 1213) s'est ouvert, jeudi 21 à 16 heures, devant le tribunal correctionnel de Montpellier. Beaucoup de monde présent pour le soutenir: la mouvance libertaire locale (FA, CNT, CAD), les associations de défense de l'environnement et une partie des Verts. La presse aussi était là ainsi que FR3. D'entrée de jeu, nous avons assisté à une partie de ping-pong juridique engagée par Me Martelli, l'avocat adverse, soulevant nullités et irrecevabilités, la procédure en diffamation étant une matière technique avec un formalisme très rigide à respecter. Bob avait volontairement fait le choix de se défendre seul, ce que l'appareil judiciaire apprécie peu. Si le tribunal a suivi l'avocat dans ses demandes, par suite d'ailleurs d'une grossière erreur de l'huissier chargé par Bob de dénoncer ses témoins et ses éléments de preuve, empêchant ainsi que puisse être examinée « l'offre en preuves » - c'est-à-dire la vérité des faits diffamatoires -, il a tout de même accepté d'entendre les témoins au titre de « la bonne foi ». Mais la salle n'a pu s'empêcher de ricaner lorsque la présidente en s'adressant successivement aux quatre témoins leur a déclaré: « Nous ne voulons pas entendre parler de l'incinérateur de Sète! », et le brouhaha s'amplifiant, a haussé le ton, menaçant de faire évacuer la salle d'audience: « Le tribunal n'est pas une tribune! Il est là pour juger d'infractions dans le cadre strict du code de procédure pénale! »

Les trois premiers témoins ont pu néanmoins glisser rapidement que les incinérateurs posaient en soi un problème de santé publique et que celui de Sète avait en outre un fonctionnement défectueux et polluant, compte tenu des taux relevés en matière de dioxine et de métaux lourds. Le quatrième témoin, dit de « moralité », su capter l'attention du tribunal par son atypicité: Lieutenant-colonel à la retraite, dressant un portrait

élogieux de Bob dans son comportement à la fois de militant et au quotidien, « lui l'ancien objecteur, moi l'ancien de Saint-Cyr », qualifiant le tract d'« humoristique » et « provocateur » mais dans la ligne de Brassens « ce natif de Sète », et s'étonnant que dans cette affaire « le maire communiste ne soit pas du côté du pot de terre contre les pots de fer! »

Un peu désarçonné, Me Martelli, tout en « comprenant le combat de M. Latapy » a estimé qu'il se trompait d'adversaire et que l'humour avait des limites se contentant toutefois de demander le franc symbolique à titre de dommages-intérêts. Le procureur, pour sa part, se bornait à demander l'application de la loi, ne restait plus à Bob qu'à assurer sa défense, ce qu'il fit avec brio et application: combat de longue durée, nombreux courriers restés sans réponse, il fallait donc titiller les « responsables » en lançant un cri d'alerte. Insistant sur la légitimité de l'action et le respect de la liberté d'expression, il a su faire passer son message avec conviction et sur un ton mesuré, mais sans rien lâcher sur le fond, qualifiant par exemple les élus « de larbins des grands industriels ».

Le tribunal mettait l'affaire en délibéré « après la suspension d'audience », et les quelques personnes encore présentes à 20 h 30 ne purent s'empêcher d'exploser de joie à l'écoute de la décision: relaxe.

Allons, ne soyons pas trop manichéens, la justice est parfois bonne fille.

Jean-Jacques Gandini

### PRÉCISION

Dans l'article « L'Ariège génétiquement modifiée » du *Monde libertaire* n°1212 il fallait préciser que Jean-Jacques Gandini n'a pu se déplacer à Foix pour cause de blocage de station service par le patronat des chauffeurs routiers. C'est donc la rage au cœur que Jean-Jacques a suivi l'affaire des OMG à la télé.

## Lyon : Mobilisation contre la vidéosurveillance

**D'**ICI À FÉVRIER-MARS 2001 une cinquantaine de caméras de vidéosurveillance seront installées sur le 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements, dont une vingtaine autour des Terreaux et une dizaine rue de la République. Cette mesure prise lors du conseil municipal du 25 avril 2000 s'inscrit dans une politique globale de généralisation de la vidéosurveillance sur l'agglomération après les installations de Vaulx-en-Velin (1907) et de la Duchère (mai 2000). Bien entendu, cette décision adoptée par l'ensemble de la classe politique lyonnaise le fut sans aucune consultation ou approbation des principaux/ales intéressé-es: nous autres citoyen-ne-s lambda.

Cela pose pourtant un certain nombre de questions! L'apparition de caméras de surveillance n'a aucun lien avec une quelconque augmentation de la délinquance.

Elles ne servent en aucune manière ce à quoi elles sont censées servir, elles ne sont là que pour refouler les « indésirables » de cette ville. Ne nous laissons donc pas prendre aux effets d'annonce spectaculaires mais illusoire de politiciens opportunistes qui jouent à deux doigts des municipales sur le fantasme de l'insécurité. Délinquance et violence ne sont que les fruit d'une société malade des inégalités, de la misère, de la loi du plus fort et de l'argent roi... Ils ne disparaîtront qu'avec elle! dès lors, les onze millions de francs dépensés ici mériteraient sûrement d'être mieux utilisés: santé, environnement, social...

D'autre part, c'est au niveau des libertés publiques et du contrôle social induits par cette mesure que cela pose le plus de problèmes. Les policiers directement reliés aux caméras (ces charmantes bestioles peuvent vous tirer une photo d'identité à cent mètres) peuvent épier nos moindres faits et gestes (avec le dispositif Transports en Commun Lyonnais en complément, notre trajet métro-boulot-dodo n'aura plus de secret pour eux). Parallèlement se développent des logiciels informatiques de type ORION qui définissent des grilles d'analyses visuelles

de « comportements dangereux » et déclenchent automatiquement le suivi d'un-e individu-e par caméras. Mais qui définit de tels critères et dans quel but?

Autre fait intéressant, un grand nombre de ces nouvelles caméras seront installées sur les axes et lieux principaux d'activités militantes et de manifestations (presqu'île, Terreaux); dès lors comment empêcher que le fichage politique ne prospère? Tout ceci, alors que le libre accès aux images n'est pas garanti, des notions aussi larges que « sûreté de l'Etat » ou « secret défense » y font obstacle. Cette politique du tout sécuritaire débouche inévitablement sur un contrôle social généralisé et liberticide: la France étant déjà le pays le plus surveillé d'Europe avec un flic pour 251 habitants!

Enfin cette mesure est à replacer dans une logique d'urbanisme voulant faire du centre-ville un quartier vitrine où commerces et touristes ainsi que populations aisées auront remplacé la partie la plus fragile des habitant-es: pauvres, chômeur/euse-s, immigré-e-s, précaires... Ceci par un processus classique depuis trente ans (rappelons-nous Saint-Jean): rénovation, hausse des loyers, expulsions et relogements en périphérie.

La ville est à nous, la ségrégation sociale et le fichage vidéo ne doivent pas passer! Non à Big Brother!

Collectif lyonnais contre la vidéosurveillance  
44, rue Berdeau - 69 001 Lyon  
www.chez.com/nonabigbrother

### Soutien à Marie Athée

Marie Athée, une camarade de la Fédération anarchiste, a été condamnée à une amende de 31000 francs pour avoir participé à une manifestation contre Carlson Wagon Lit Travel, qui participe aux expulsions des sans papiers menées par l'État français.

On en est à 27690 francs. On y est presque!

Vous pouvez la soutenir en envoyant vos chèques à l'ordre du Claaaash (six « a »!), adressés au Claaaash, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Marche mondiale des femmes de l'an 2000

Plus que jamais, les femmes du monde entier sont décidées à agir solidairement pour éliminer la pauvreté et les violences faites aux femmes. Cette solidarité s'exprime pendant toute cette année 2000 à travers la Marche mondiale des femmes, une mobilisation planétaire qui inscrit une page dans l'histoire du mouvement des femmes, un vaste projet auquel participent plus de 5 000 groupes dans 157 pays et territoires.

### Bruxelles le 14 octobre La Marche européenne

Cette marche européenne sera précédée de marches trans-frontalières qui partiront de cinq points frontières de la Belgique à partir du 9 octobre; pour la France, elles partiront de Oignies dans le Pas de Calais et Mouscron près de Strasbourg.

#### Programme

10 h: accueil au Parc du Cinquantenaire; 11 h: départ de la marche du Parc du Cinquantenaire- rond-point Schumann - rue de la loi - place Jourdan - Parc du Cinquantenaire; 13h à 17h: Parc du Cinquantenaire: un grand chapiteau et de nombreuses petites tentes avec: présentation des revendications - animations (fanfares, théâtre, chorales, groupes musicaux...) - restauration, animation pour les enfants; 19 h-3 h du mat: Festival de musique de femmes. Dans la ville, un programme spécial dans les cinémas, bars, restaurants, lieux culturels...

#### Comment y aller

La Coordination Française pour la Marche mondiale des Femmes organise un train spécial Paris/Bruxelles. Il partira vers 8 h 30 et rentrera vers 22 heures gare du Nord. Le prix Aller et Retour est de 250 F.

**Pour vous inscrire:** Envoyez vos chèques à l'ordre de la Coordination et à son adresse: 104 rue des Couronnes 75020 Paris avec vos coordonnées pour vous renvoyer ensuite billets et horaires exactes. Pour ce qui concerne les villes qui ne passent pas par Paris, des Collectifs existent dans toutes les régions, appelez la Coordination pour avoir leurs coordonnées 01 44 62 12 33.

A G E N D A

### vendredi 29 septembre

**LYON:** Fête de soutien au Collectif lyonnais contre la vidéosurveillance (animation, concerts) à 21 heures à la Duende (91, rue Montesquieu, 7e, métro Saxe-Gambetta).

### samedi 30 septembre

**PARIS:** La librairie du *Monde libertaire* organise un forum-débat avec l'OIP et l'équipe de Ras-les-murs, à l'occasion de la sortie de « Prisons: un état des lieux » à 16 h 30 au 145, rue Amelot (11<sup>e</sup>).

### vendredi 6 octobre

**ROMANCHE-THORINS (71):** Le groupe La vache noire de la F.A. et le studio « D K P » vous proposent une **soirée spectacle** avec Jo Staline (chanson anar), Le Ptit bal (chanson française) et Mister orange (chanson décalée). Table de presse et bonne humeur garantie. A 21 heures, au studio DKP (40 F). Contact: 03 85 35 24 77.

### samedi 7 octobre

**LYON:** Manifestation **contre la vidéosurveillance** à l'appel du Collectif lyonnais contre la vidéosurveillance à 14 h 30 place Carnot (2<sup>e</sup>).

### samedi 14 octobre

**BIEUZY-LES-EAUX (56):** Rencontres « Liber Terre » sur le thème **Gardarem l'utopie!** A partir de 14 heures, des interventions sur Thomas Moore, Utopie et réalité, Actualité de Fourier, Bretagne et utopie, Emile Masson, et un « souper aux îles Bienheureuses » à partir de 19 h 30 (réserver au 02 97 27 76 98).

**LILLE:** La CNT fait la fête au centre social « Mosaïque » (95, rue du Long pot). A 16 h: spectacle théâtral; à 19 h: apéro; à 20 h 30: couscous (60 F, réservation: CNT, 1 rue Broca, 59800 Lille); musique à partir de 22 heures (entrée libre).

### dimanche 15 octobre

**BIEUZY-LES-EAUX (56):** Suite des rencontres « Liber Terre » sur le thème **Gardarem l'utopie!** A partir de 10 h 30: Godin chauffe l'utopie, Utopie et anarchisme et table ronde. Participation aux deux journées + repas: 100 F (une journée: 30 F; repas: 60 F).

**PARIS:** La librairie du *Monde libertaire* participe à la fête du livre. A partir de 13 heures: Vania (chansons et orgue de barbarie) 13 h30; Jean Rocchi parlera de Giordano Bruno; projection de « Trinita voit rouge »; Claire Auzias parlera du génocide des Tsiganes; contes, pour petits et grands, Serge Halimi, auteur de « L'opinion, ça se travaille ».

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
supplément au n°1214



Gratuit

Dimanche 15 octobre de midi à 18 heures rue Amelot

## Lire en fête

Pour la quatrième année consécutive, la librairie Publico profite de la fête du livre pour s'installer dans la rue Amelot

### 13 heures :

Vania : Chansons à l'orgue de barbarie. Notre ami Vania, interprète inoubliable des textes du poète anarchiste Gaston Couté, viendra chanter et nous faire chanter dans la rue.

### 13 heures 30

Jean Rocchi nous parlera de son livre : Giordano Bruno après le bûcher (sur la placette face à la librairie).

### 13 heures 30

Pour les amateurs de westerns : **Trinita voit rouge** de Mario Camus avec Terence Hill, (1 heure 30). (Projection dans la librairie).

### 14 heures 30

Claire Auzias sera parmi nous pour nous présenter son dernier livre consacré à la communauté Tsigane : **Samudaripen**, le génocide des Tsiganes. (sur la placette face à la librairie).

### 15 heures 30

Musique dans la rue avec Vania à l'orgue de barbarie.

### 15 heures 30

Contes pour grands et petits par Catherine Bajot. (dans la librairie).

### 16 heures 30

Textes d'Octave Mirbeau dit par Olivier Schneider. (dans la librairie).

### 16 heures 30

Serge Halimi sera avec nous pour parler de son dernier livre : **L'opinion ça se travaille** (Les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo). (sur la placette face à la librairie).

## Trinita voit rouge

de Mario Camus avec Terence Hill, Fernando Rey. (1972 - 1h 37 - Italie)

Nous sommes à Mexico, à la fin du siècle dernier. Trinita et son frère Jacobos sont deux mercenaires qui se mettent au service de tous les riches qui veulent les payer. Ils n'ont aucune idéologie et seul l'argent importe pour eux. C'est ainsi qu'ils sont amenés à assassiner un important homme politique.

Un propriétaire terrien, Don Antonio, les contacte alors, espérant se servir de leur intervention pour désamorcer une révolte paysanne qui commence à prendre de l'ampleur...

« La plus directe allusion à des événements politiques européens, on la trouve dans un western assez insolite : Trinita voit rouge (ex - « La Colère du vent »), réalisé en 1972 par le cinéaste espagnol Mario Camus (ancien scénariste de Carlos Saura pour « Les Bandits », en 1963). Le récit est passablement confus ; sans doute à cause des coupes apportées par les producteurs du film surpris de traiter au premier plan un sujet politique absorbant, pour la première fois dans l'histoire du cinéma, les grandes insurrections des paysans anar-

chistes contre les latifondiaires, au début du XX<sup>e</sup> siècle en Andalousie.

La séquence consacrée au théoricien anarchiste est remarquable : s'adressant à tout le village réuni, ce paisible intellectuel vieillissant sait trouver les paraboles les plus claires pour expliquer son projet poli-

tique qu'il définit en ces termes : « Il ne faut plus supporter l'injustice ; il faut protester, se révolter et se battre pour la liberté, la justice et la dignité... Je suis venu pour vous parler d'un monde nouveau, d'un monde libre ou toutes les choses qui existent sur la terre appartiennent à tous les hommes dont chacun reçoit un part

égale à droits égaux... Les ruines n'ont pas à nous faire peur car nous sommes capables de construire quelque chose de mieux encore. Parce que nous portons en nous un monde nouveau porteur de grandes espérances... ». Extrait de *Le chewing-gum des yeux* de Ignacio Ramonet. Edition A. Moreau. Propos authentiquement révolutionnaires qui ne sont autres d'ailleurs que ceux exprimés textuellement par Durruti à la veille de sa mort sur le front de Madrid en 1936 au journaliste Pierre Van Paasen, et publiés par *The Star*, journal de Toronto en septembre 1936.

### Les groupes parisiens de la Fédération anarchiste

Des tables seront tenues par de nombreux groupes de la région parisienne de la Fédération anarchiste : Groupe Louise-Michel, Claaaash, Groupe Henry-Poulaillé, Groupe Commune Libre de Drancy, Groupe de La Villette, etc.

Une occasion de se rencontrer, de se connaître, de se parler, de militer ensemble pour construire une nouvelle fraternité libertaire sur la région parisienne.

### Brocante de soutien à Marie-Athée

Marie-Athée, une camarade de la Fédération anarchiste, a été condamnée à une amende de 31000 francs pour avoir participé à une manifestation contre Carlson Wagon Lit Travel, qui participe aux expulsions des sans papiers menées par l'Etat français. 27690 francs ont déjà été réunis et il ne manque donc plus que 4000 francs.

### Grande brocante de livres d'occasions

Nous avons tous des livres dont nous souhaitons nous débarrasser. Voilà une bonne occasion de soutenir notre camarade en faisant plaisir à un acquéreur.

### Tables de presses

Ont été invités : Les éditions Ab Irato, Les éditions du Monde Libertaire, La revue Itinéraire, Les éditions du Vent du Ch'min, La librairie de la CNT/Vignole, Les éditions La Rue, l'Union pacifiste de France, Les éditions Réflex et No Pasaran, Les éditions A.C.L.,...

Chacun peut apporter ses productions, les livres d'occasion dont il souhaite faire profiter les autres.

Pour tout renseignement complémentaire : Librairie du Monde libertaire 145, rue Amelot, 75011 Paris  
ouverture du lundi au vendredi de 14 h à 19 h 30 et le samedi de 10 h à 19 h 30.

Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Fop 2520

## Giordano Bruno après le bûcher de Jean Rocchi

Editions Complexe, Bruxelles 2000, 310 pages

Comment nous est venue la notion de l'univers infini? Quelle est la place de ce concept dans la formation de l'esprit de l'Homme moderne? Ces questions conduisent à Giordano Bruno, l'artiste-philosophe de Nola, qui fut à ses risques et périls, et jusqu'à sa mort sur le bûcher en 1600, l'auteur défenseur de l'idée d'un ciel peuplé de cent mille soleils.

Dans son essai, Jean Rocchi montre la présence des idées de Bruno dans les débats du XVII<sup>e</sup> siècle, auxquels participent Kepler, Galilée, Newton... Il explique le tournant décisif que fut cette victoire silencieuse et posthume du savant. Il replace l'œuvre du philosophe dans son contexte historique et culturel et la confronte à la critique de nos contemporains. Il présente des documents et points de vue originaux et polémiques: sur la magie, les premières esquisses du concept de relativité, la place de Bruno dans la création littéraire, de Marlowe et Shakespeare à Cyrano de Bergerac, à Charles Sorel et aux libertins érudits.



## L'opinion ça se travaille... (Les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo) de Serge Halimi et Dominique Vidal

Editions Agone, Marseille 2000, 120 pages

Dans la nuit du 23 au 24 mars 1999, l'OTAN a déclenché contre la Yougoslavie une offensive aérienne qui allait durer 78 jours. A cette occasion, une nouvelle forme de propagande fut expérimentée par des professionnels de la communication. Beaucoup plus efficace que la vieille censure militaire, elle permit d'occulter les principales questions gênantes sur les motifs réels de l'opération et sur ses «bavures».

Simultanément, on abreuva les écrans d'images de réfugiés fuyant un «génocide» et de récits invérifiés de «charniers». La plupart des grands médias accompagnèrent ainsi, librement, l'entreprise de conditionnement de l'opinion engagée par les gouvernements occidentaux.

Un général de l'OTAN avoua: «Pour les bavures, nous avons une tactique assez efficace. Le plus souvent, nous connaissons les causes et les conséquences exactes de ces erreurs. Mais afin d'anesthésier les opinions, nous disions que nous menions une enquête et nous ne révélions la vérité que quinze jours plus tard, quand elle n'intéressait plus personne. L'opinion, ça se travaille comme le reste.»



## Samudaripen, le génocide des tziganes de Claire Auzias

Editions l'Esprit Frappeur, Paris 2000, 208 pages

Ce livre relate l'histoire d'un génocide perpétuellement nié.

Entre 1938 et 1945, des centaines de milliers de Tsiganes ont été exterminés par les nazis et leurs alliés. En France, ils ont pu disposer de fichage initié bien avant la guerre par la Troisième République, et de la collaboration active du régime de Vichy. Pourtant, si la France a admis sa responsabilité dans la shoah, elle continue de l'éluider en ce qui concerne la samudaripen, le génocide des Tsiganes. Pour combattre cette amnésie criminelle, Claire Auzias, spécialiste reconnue des Tsiganes, jette ici une lumière crue sur l'extermination dont ce peuple a été victime en Europe.



Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication: J. Toublat - Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie: Sitecma La Vigie, allée J. Deschamps, 76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - La Vigie

# Radio libertaire • 89.4 Mhz

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
8 h 30 : <i>Lundi matin</i> , infos et revue de presse	8 h 30 : <i>Femmes libres</i> , rediffusion de l'émission du mercredi précédent	7 h 00 : <i>Progressions</i> , musique progressive et informations	8 h 30 : plage musicale	8 h 30 : plage musicale	8 h 00 : <i>Réveil hip-hop</i> , émission musicale Hip-Hop	8 h 30 : <i>Golos trouada</i> , la voix du travail, émission franco-russe
10 h 30 : <i>Le mélange</i> , musique et actualité du spectacle	10 h 30 : <i>Abalaloï</i> , actualité sociale	9 h 30 : <i>Cannelle et cerise</i> , musique et chansons du monde méditerranéen	10 h 00 : <i>Chronique hebdo</i> , analyse libertaire de l'actualité	10 h 00 : <i>Koumbi</i> , culture africaine et débats autour de l'immigration	10 h 00 : <i>La philanthropie de l'ouvrier charpentier</i> , comme son nom l'indique	10 h 00 : <i>Ni maître ni dieu</i> , émission de la coordination nationale des libres penseurs
12 h 30 : <i>La France est cuite</i> , littérature et théâtre	12 h 30 : <i>Wreck this mess</i> , cocktail de musiques radicales	10 h 30 : <i>Blues en liberté</i> , émission musicale blues	12 h 00 : <i>Le présent têtue</i> , actualité de la chanson et du spectacle	12 h 00 : En alternance : <i>Des mots, une voix</i> , des auteurs <i>Roman noir à boulets rouges</i> , polars...	11 h 30 : <i>Chronique syndicale</i> , luttes et actualités sociales	12 h 00 : <i>Folk à Liep</i> , le magazine des musiques traditionnelles
13 h 30 : <i>Les partageux de la Commune</i> , émission sur la Commune de Paris	14 h 30 : <i>L'idée anarchiste</i> , textes historiques ou actuels sur l'anarchisme	12 h 00 : <i>Sans toit ni loi</i> , émission sur les mal-logés et la précarité	14 h 00 : <i>Radio cartable</i> , la radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine	13 h 30 : En alternance : <i>Corps en feu corps en soin</i> , la maladie par les malades <i>Plage musicale</i>	13 h 30 : <i>Chroniques rebelles</i> , débats, dossiers et rencontres	14 h 00 En alternance : • <i>Dissidences</i> , réflexion sur le pouvoir ; • <i>Ni dieu ni maître queue...</i> (émission anarcho-culinaire) ; • <i>Tempête sur les planches</i> , actualité du théâtre et de la danse.
15 h 00 : <i>Gens du Sahel et d'ailleurs</i> , informations juridiques	16 h 00 : <i>Les destins de l'histoire</i> , toute l'histoire, rien que l'histoire	14 h 00 : <i>Le manège</i> , littérature et cinéma	15 h 00 : <i>Bibliomanie</i> , autour des livres...	16 h 00 : <i>Réflex</i> , émission du Scalp-Reflex	15 h 00 : <i>Deux sous de scène</i> , le magazine de la chanson vivante	15 h 30 : En alternance : • <i>Fondu au Noir</i> , émission sur le cinéma • <i>L'entonnoir</i> , émission sur la psychiatrie
16 h 00 : <i>Ondes de choc</i> , poésie, chansons et littérature	18 h 00 En alternance : • <i>Idéaux et débats</i> , émission littéraire • <i>Pas de quartiers</i> , ça se passe près de chez vous	16 h 00 : <i>Boulibaï session</i> , reggae et information	16 h 30 : <i>Petites annonces</i> , entraide	18 h 00 : <i>Radio espéranto</i> , émission de l'association Sat-Amikaro	17 h 00 : <i>Bulles noires</i> , bandes dessinées et polar	17 h 00 : En alternance : • <i>Romano LH</i> , émission de l'association tzigane du même nom • <i>Gipsy mania</i> , émission de l'ensemble des communautés gitanes
18 h 00 : plage musicale	19 h 30 : <i>Paroles d'associations</i> , magazine de la vie associative et culturelle	17 h 30 : <i>Décalage horaire</i> , sur les musiques du monde	18 h 00 : <i>Si Vis Pacem</i> , émission antimilitariste de l'Union pacifiste de France	19 h 00 : L'Invité du vendredi en alternance : • <i>Des droits et des hommes</i> , émission de la Ligue des Droits de l'Homme ; • <i>Raison présente</i> , émission de l'Union Rationaliste de France ; • <i>L'antenne du social</i> , émission réalisée par des travailleurs sociaux ; • <i>Trait d'union</i> , le mouvement des idées ;	19 h 00 En alternance : • <i>Tribuna latino-américana</i> , actualité politique de l'Amérique latine ; • <i>Longtemps je me suis couché de bonne heure</i> , magazine des livres et du cinéma • <i>Contre-courbe</i> , peinture	18 h 30 En alternance : • <i>Ah Jaysis, it's sunday again !</i> , émission de l'association franco-irlandaise ; • <i>Il y a de la fumée dans le poste</i> , émission du CIRC
19 h 30 : plage musicale	20 h 30 : <i>Radio Libertaria</i> , émission de la CNT/AIT	18 h 30 : <i>Femmes libres</i> femmes qui luttent, femmes qui témoignent	19 h 30 : <i>Affinités électives</i> , infos gays et lesbiennes	20 h 30 : <i>Sicèle éjectable</i> , analyse politique et sociale.	21 h 00 En alternance : • <i>Orpheus Antissa</i> , les jardins d'Orphée, chronique artistique, musique classique et contemporaine. • <i>Plage musicale</i> .	20 h 30 En alternance : • <i>Ça rend sourd</i> , Punk, Hardcore et mauvais goût...
21 h 00 : <i>Ça urge au bout de la scène</i> , actualité de la chanson	22 h 30 : <i>Ça booste sous les pavés</i> , musiques, reportages et actualité	20 h 30 : <i>Ras les murs</i> , actualités des luttes de prisonniers	22 h 00 : <i>Epsilonia</i> , musique électro-acoustique et expérimentale	21 h 00 : En alternance : • <i>Acouphène</i> , technoculture • <i>Humeurs libertines</i> , sexualité	21 h 00 En alternance : • <i>Nuits Off</i> , topologies sonores, rock et chroniques ; • <i>Plage musicale</i> .	22 h 00 : <i>Les liaisons dangereuses</i> : • <i>Obsessionelles</i> , rock et livres pros ; • <i>Radio-activité</i> , idem • <i>Seppuku</i> , itou.
22 h 30 : <i>De la Pente du Carmel</i> , la vue est magnifique, comme son nom l'indique		22 h 30 : <i>Traffic</i> , rock, actualités et interviews		22 h 30 : <i>Jazz en liberté</i> , free jazz et musiques improvisées		